haute saône
SAPEURS-POMPIERS

Extrait du registre des délibérations du bureau du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Délibération n°B-2025-34
Autorisation à donner à la présidente de signer une convention financière de reprise de CET avec les communes d'Emagny et Ruffey le Château

Membres élus ayant voix délibérative

En exercice : 5 Date de convocation : le 23 juin 2025

Présents : 4 Quorum fixé à 3 membres

Votants : 4

Procuration : 0

Résultats du vote :	
Voix "pour" :	4
Voix "contre" :	0
Abstentions :	0

TITULAIRES		
	Présent(e)	Excusé(e)
Mme Edwige **EME**	X	
M. Thomas **OUDOT**	X	
Mme Christelle **RIGOLOT**		X
M. Patrick **GOUX**	X	
M. Jean-Claude **GAY**	X	

Étaient également présents
M. le colonel Stéphane **HELLEU**, directeur départemental des services d'incendie et de secours
M. le colonel Djamel **FERRAND**, directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours
M. le lieutenant-colonel Franck **BEL**, chef d'État-Major des services d'incendie et de secours
Mme Sylvie **JUIN**, cheffe du pôle « Administration Générale »

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois juin, à l'issue du Conseil d'Administration, les membres du bureau du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours se sont réunis, en application des articles L1424-27 et L1424-28 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de madame **Edwige EME**, présidente du service départemental d'incendie et de secours.

Cette séance s'est tenue à l'Hôtel du Département, espace Cassin.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°2024-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n° CA-2025-07 du 24 février 2025 portant délégation de compétences du conseil d'administration du SDIS au bureau du conseil d'administration du SDIS.

Après avoir entendu les précisions données par **madame Edwige EME**, rapporteuse de ce dossier, en ces termes :

Le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale stipule dans son article 11 que les collectivités ou établissements peuvent, par convention, prévoir des modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par un agent bénéficiaire d'un compte épargne-temps à la date à laquelle cet agent change, par la voie d'une mutation ou d'un détachement, de collectivité ou d'établissement.

Cette disposition est destinée à permettre un dédommagement à l'égard de la collectivité d'accueil qui doit assumer la gestion d'un CET alimenté par des jours non consommés au titre de la collectivité d'origine.

Une agente relevant de la filière administrative, du grade d'adjoint administratif principal de 1ère classe, a quitté le SDIS de la HAUTE-SAONE le 15 mars 2025 pour être recrutée par voie de mutation auprès des communes de RUFFEY-LE-CHATEAU et d' EMAGNY.
A cette date, ses droits épargnés s'élevaient à 7,5 jours. Le grade détenu relevant de la catégorie hiérarchique C, l'indemnisation des jours épargnés est de 83 euros par jour.

Les jours épargnés sont répartis entre les deux communes en fonction du nombre d'heures à effectuer par l'agente. Ainsi, la commune d'EMAGNY est indemnisée à hauteur de 4,5 jours et la commune de RUFFEY-LE-CHATEAU à hauteur de 3 jours.

Ceci exposé, il est demandé aux membres du bureau de bien vouloir autoriser la présidente du conseil d'administration du SDIS à signer cette convention qui fixe les conditions financières de reprise du compte épargne-temps initiée par ces employeurs et jointes au présent rapport.

Décision

Les membres du bureau, **à l'unanimité**, autorisent la présidente du conseil d'administration à signer les conventions financières de reprise du CET initiée par les communes d'EMAGNY et de RUFFEY-LE-CHATEAU, jointes au présent rapport.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
070-287000012-20250623-B-2025-34-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 25/06/2025
Publication : 26/06/2025
Pour l'autorité compétente par délégation

La présidente du conseil d'administration

Edwige EME